

« Les bourses des grains ne disparaîtront pas »

À l'approche de la bourse internationale des grains de Paris, prévue le 2 juillet au pavillon Gabriel, Baudouin Delforge, le président d'Agro Paris Bourse, répond à nos questions.

La Dépêche-Le Petit Meunier : *Après une année de pandémie qui a considérablement modifié nos habitudes, comment imaginez-vous la suite concernant l'organisation des bourses des grains ?*

Baudouin Delforge : Les bourses des grains ne disparaîtront pas. Les opérateurs ont besoin de se retrouver, et les rencontres que nous organisons contribuent à garder un lien professionnel entre les différents maillons de la filière. Néanmoins, je pense que ceux-ci se réuniront moins souvent à l'avenir. Les entreprises ne sont plus prêtes à payer autant de déplacements pour ce type de rendez-vous. L'épisode pandémique a accentué ce phénomène. Donc on se rencontrera probablement plus rarement. Nous poursuivrons l'organisation de bourses en France, mais nous ferons les choses avec moins de

légèreté et plus de sérieux. Si nous voulons que les bourses perdurent dans le temps, nous devons nous regrouper, et tous [les différentes structures qui organisent les bourses des grains en France] se mettre autour de la table pour discuter de ces évolutions nécessaires.

LD-LPM : *Comment se porte Agro Paris Bourse après une année particulièrement difficile pour les structures qui organisent des événements professionnels ?*

B. D. : Nous avons du mal à survivre, mais nous tenons le choc car la plupart des adhérents – notamment les structures importantes –



Baudouin Delforge, président d'Agro Paris Bourse.

sont restés présents et ont bien joué le jeu cette année. Nous avons frôlé le naufrage et je ne remercie jamais assez ceux qui nous ont soutenus pendant cette période. Je tiens à souligner qu'Agro Paris Bourse a tout de même maintenu la

bourse de rentrée en 2020 et organise la première de l'année à Paris le 2 juillet.

LD-LPM : *Comment accueillez-vous la proposition de loi « visant à protéger la rémunération des agriculteurs », dite Egalim 2, qui prévoit, notamment, de revoir les termes de la contractualisation ?*

B. D. : On découvre une nouvelle fois que la filière céréalière est organisée. On découvre également que la chambre arbitrale internationale de Paris existe... Cela fait un siècle qu'il y a en France une juridiction privée et efficace. Certes elle est payante, mais lorsque le tribunal fait appel à des experts, cela coûte également très cher. Et surtout les sentences issues de l'arbitrage sont rendues en moins de quatre mois. Quoi qu'il en soit, si besoin, nous irons plaider à la Cour de Justice de l'Union européenne. Concernant la partie sur la contractualisation, imaginez-vous un instant qu'après avoir acheté une voiture, le concessionnaire revienne vers vous pour rediscuter le prix *a posteriori* au motif que certains coûts de production auraient évolué à la hausse ? Soyons sérieux.

Propos recueillis le 21 juin par Rodolphe de Ceglie

Sans criée, la Bourse de Rosario n'est plus la même

La priorité du président de la Bourse du commerce de Rosario en Argentine n'est pas la réouverture des séances dans cette enceinte historique, mais la création d'une plate-forme numérique unique. Enquête en Argentine.

« Tout se fait par Whatsapp, notre salle de marché est fermée depuis plus d'un an à cause de la crise du Coronavirus. Elle est devenue un symbole », lâche, à regret, Daniel Nasini, président de la Bourse du commerce de Rosario. La salle du marché aux grains physique de la Bourse du commerce de Rosario, son fameux « pit », ou criée, vieille de 136 ans, est quasi déserte depuis bientôt un an et demi. Et c'est toute une affaire. L'enceinte a été fermée en mars 2020 à cause des restrictions sanitaires imposées par la crise de la Covid-19. Elle n'est plus qu'un lieu de transit. Or, cette situation inédite pourrait être définitive, tant elle a obligé les opérateurs du marché à changer leurs pratiques.

La reprise des séances tenues dans cette salle, qui reste soumise à l'évolution de la situation sani-

taire en Argentine, encore critique, n'est d'ailleurs pas sa priorité. Celle-ci est plutôt « la création d'une plate-forme numérique unique réservée aux opérateurs agréés », indique-t-il, en soulignant que la Bourse du commerce de Rosario continue d'enregistrer les contrats et le laboratoire de sa chambre arbitrale d'analyser les échantillons des lots rendus aux ports fluviaux de la région, en cas de litige. Surtout, ladite chambre continue de publier ses prix qui sont la référence absolue en Argentine.

La fermeture de cette salle de marché n'est pas une mince affaire. Car elle donnait à ce marché un gage de transparence. Disons-le franchement : les scènes

d'effervescence de courtiers se ruant autour d'un exportateur demandant un certain tonnage de soja ou de maïs, sont devenues rares bien avant l'apparition de la Covid-19.

Mais c'est bien l'emploi même de son enceinte qui a fait de ce marché physique – et ce, à double titre, par l'existence des récoltes échangées et par la présence individuelle des opérateurs – un cas d'école de rencontre de l'offre et de la demande de grains, unique au monde, dit-on fièrement en Argentine, où ce marché est vénéré pour sa contribution à l'économie du pays.

C'est dans cette salle où, il y a peu, les agents de 103 sociétés de courtage coudoyaient les représentants de 25 firmes exporta-

trices de grains. « On pouvait y parler avec cinq ou six exportateurs en l'espace de dix minutes, témoigne Miguel Simioni, l'un des directeurs du Centre des courtiers de la Bourse du commerce de Rosario. Le marché nous manque. Nous voulons y retourner au plus vite. Hors de ses murs, tout est plus lent. La technologie peut le perfectionner, mais elle ne pourra jamais le remplacer. »

Malgré tout, les opérations du marché physique de Rosario se poursuivent sans discontinuité depuis le début de la crise sanitaire, par téléphone et messagerie. « Plus de 50 Mt de blé, maïs et soja y auront été vendues durant cette campagne. C'est environ la moitié des récoltes du pays », conclut Daniel Nasini.

De notre correspondant en Argentine, Marc-Henry André